



## ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

### **NOUS AVONS TOUTES LES RAISONS DE PARTICIPER A LA MARCHÉ UNITAIRE DU 12 AVRIL 2014**

Les mesures d'austérité accumulées ces dernières années n'ont fait que freiner et la consommation des ménages et l'investissement public sans pour cela ni diminuer l'endettement du pays ni le chômage.

Pourtant le Président de la République et son Gouvernement dans leur volonté de satisfaire les exigences de l'Union Européenne et des marchés financiers ont fait le choix de réduire encore le niveau de l'intervention publique et de la protection sociale. Une nouvelle fois le Président du MEDEF trouve écho auprès du Gouvernement qui envisage désormais d'effectuer une ponction de plusieurs milliards sur les budgets des collectivités locales. Après avoir obtenu de Nicolas Sarkozy un gain substantiel avec la suppression de la taxe professionnelle le MEDEF exige de nouveaux cadeaux sociaux et fiscaux pour les entreprises et la réduction de la dépense publique. François Hollande a décidé d'y répondre avec le pacte de responsabilité financé par des coupes sombres dans les services publics et la protection sociale. Une baisse de plusieurs milliards supplémentaires des dotations de l'État qui se traduirait par un sérieux recul de l'emploi public au détriment des missions utiles aux populations et une réduction drastique de l'investissement des collectivités locales avec de graves conséquences sur le carnet de commandes des entreprises et leurs salariés.

Il faut souligner que chaque fois que l'État réduit d'un milliard et demi ses dotations aux collectivités locales, cela se traduit par une baisse de 4 % de leur épargne et de 3 % de leurs investissements. Rapportée à la fiscalité, une baisse d'un milliard et demi des dotations de l'État, si elle devait être compensée, se traduirait en moyenne par une hausse de deux points de la fiscalité locale.

C'est ce qui est à l'œuvre depuis deux ans et qui s'aggraverait donc jusqu'en 2017, en portant vraisemblablement à 10 milliards la baisse des dotations durant le quinquennat.

C'est clair si le Gouvernement mettait en application une telle mesure les collectivités locales verraient alors leur épargne fondre rapidement les poussant inexorablement à stopper leurs investissements ou à emprunter démesurément. La politique d'austérité choisie par le Gouvernement ne fait qu'enfoncer le pays dans les difficultés avec un appauvrissement grave d'une grande partie de la population dans le même temps où la richesse créée est détournée massivement vers les dividendes versés aux actionnaires pénalisant dangereusement l'investissement et le niveau des salaires.

Bien au contraire, il est urgent de donner aux collectivités locales les moyens politiques et financiers de remplir au mieux les missions sociales, économiques, éducatives et culturelles dont ont besoin les citoyens et les entreprises dans la vie quotidienne ; cela exige de leur consacrer des ressources nouvelles. Une réforme profonde de la fiscalité permettrait de réintroduire de la progressivité et donc de la justice et de l'efficacité dans l'impôt et la redistribution des richesses.

Elle devrait également contribuer à la modulation de l'impôt payé par les entreprises en incitant à des investissements pour un développement durable, à la formation et à une juste rémunération du travail mais aussi en pénalisant la financiarisation sous toutes ses formes et en réduisant le coût du capital .

Les élus Communistes et Républicains en appellent à la mobilisation la plus large pour empêcher ces mauvais coups en direction des collectivités locales mais plus largement de toutes les politiques d'austérité qui sévissent et pour faire grandir l'exigence d'une alternative de gauche aux choix Présidentiels et de l'Union Européenne et la possibilité de construire une majorité politique pour la mettre en œuvre.

**C'est pour aller dans ce sens que l'ANECR participera à la marche unitaire du 12 avril 2014.**

Jean-Jacques PARIS  
Secrétaire Général de l'ANECR